

Etats-Unis d'Amérique



A: Négociateurs des Etats-Unis d'Amérique au Sommet World Climate des Nations Unies

Objet : Briefing sur les objectifs des négociations.

Objectifs

Les Etats-Unis d'Amérique cherchent à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique «bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels. Nous devons donc décider :

1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions. Sans mesures concrètes, les émissions de la Chine augmenteront considérablement d'ici 2100. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation.
3. De combien, nous voulons contribuer au, ou recevoir du, Fonds vert pour le climat qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Les dernières études du gouvernement américain ont montré que le changement climatique affecte d'ores et déjà les 50 états et que sans une réduction drastique de nos émissions de GES, les conséquences n'en seront que plus sévères.

Opinion publique

Une majorité des citoyens américains, pensent que le changement climatique est réel et que l'activité humaine y contribue de manière significative. La plupart soutiennent la mise en place de politiques qui régleraient ce problème. Cependant, beaucoup s'opposent à une augmentation des taxes sur l'énergie ou à d'autres initiatives qui élèveraient le coût de la vie. Pour de nombreux citoyens, le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la sécurité nationale, la situation économique et le chômage. La majorité de la population s'oppose à un quelconque accord qui ferait porter une charge excessive sur notre économie alors que les émissions des pays en développement continuent de croître. De leur côté, les intérêts liés aux énergies fossiles continuent à distiller le doute sur les causes et conséquences du changement climatique.

Opportunités

En dépit de ces obstacles, le rapport bipartite « Risky Business» (<http://riskybusiness.org>), signé par des secrétaires au Trésor américain des deux bords, montre que les coûts de l'inaction sont élevés alors que la plupart des régions des États-Unis bénéficieraient d'une politique de réductions des émissions.

Action nationale

A Paris, les États-Unis se sont engagés à réduire de 26-28% leurs émissions d'ici 2025 par rapport à 2005. La réalisation de cet engagement dépend du succès de la mise en place de mesures de régulation des émissions des centrales électriques, de l'amélioration du rendement énergétique des véhicules et des actions prises aux niveaux des Etats et des régions (par exemple, les programmes d'échanges de droits d'émissions dans le nord-est des Etats-Unis et en Californie). Cependant, ces décisions rencontrent beaucoup de résistances parmi des élus du Congrès. Des intérêts économiques liés aux énergies fossiles ont poursuivi en justice le gouvernement pour le bloquer dans ses initiatives.

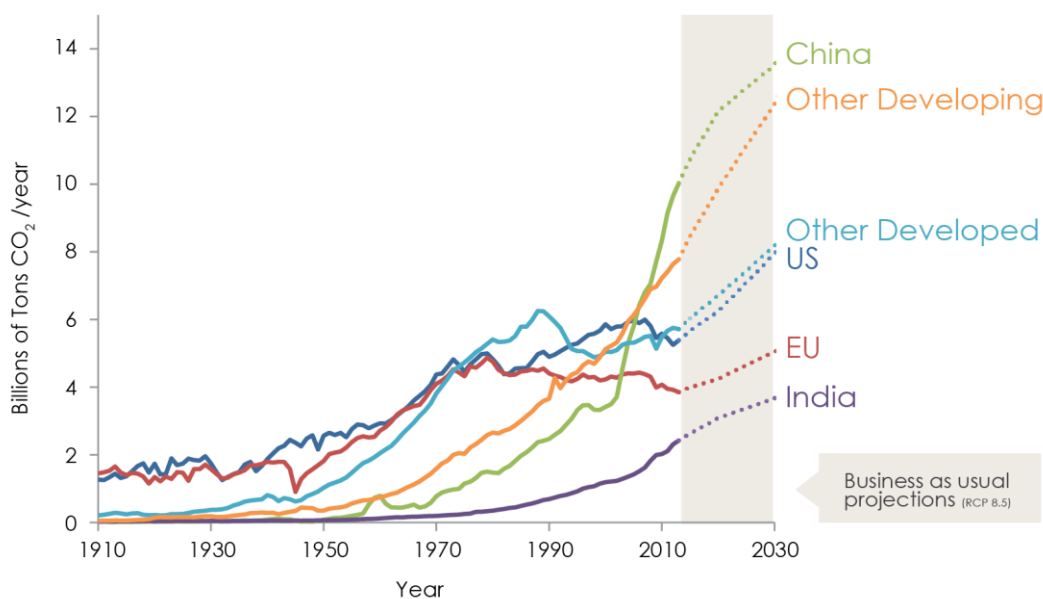
Forêts et utilisation des sols

Bien que nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols (REDD+), cela ne concernerait qu'une infime partie des émissions des Etats-Unis d'Amérique.

Contexte international

- La Chine est aujourd'hui la deuxième économie mondiale, sa croissance est bien plus rapide que celle des Etats-Unis et elle génère environ 30% des émissions mondiales de CO₂. A Paris, la Chine s'est engagée à atteindre le pic de ses émissions d'ici 2030. Elles seront alors 4 fois supérieures à celles des États-Unis. La Chine ne s'est engagée à aucune réduction de ses émissions par la suite.
- Entre-temps, les émissions des autres pays en développement, et en particulier l'Inde, augmentent très rapidement. Les États-Unis ne s'engageront pas plus loin tant que le reste du monde ne signera pas des accords de réductions d'émissions ambitieux et vérifiables. En 2050, sans réductions, les émissions des autres pays en développement représenteront près de 3 fois celles des pays développés.
- Les pays les moins développés continuent à souligner que des réductions de leurs émissions requièrent d'importantes aides financières de la part des pays riches. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique.

CO₂ Emissions from Fossil Fuels and Cement

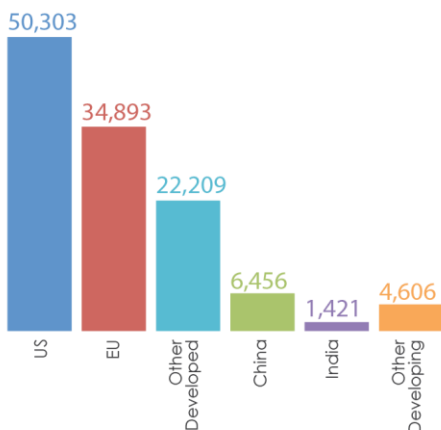


La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

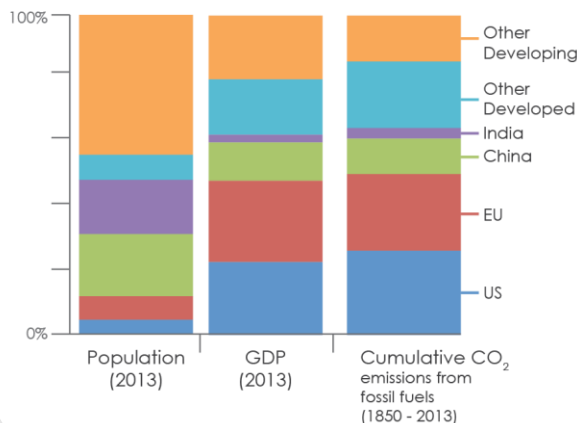
La Suède, pour réduire sa dépendance au pétrole, a su maintenir une réduction de ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986.

La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

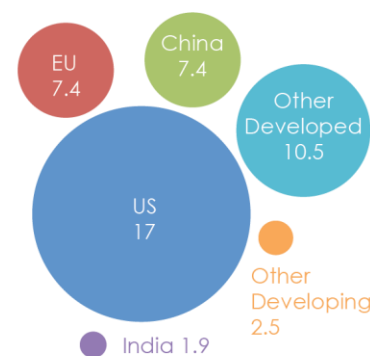
GDP per person (2010 US Dollars)



Population Wealth and Cumulative Emissions



Emissions per person 2013 (tons CO₂ per year)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (**Etats-Unis**, **UE** et les **autres pays développés**) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (**Chine**, **Inde** et **autres pays en développement**) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés (ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en **Chine** et en **Inde** (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux **Etats-Unis** et dans l'**UE** (respectivement de 20% et 26%).